



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-135126>

Département(s) de publication : 75

Annonce n° 25-135126

Travaux

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Direction des finances et des achats (DFA) - Sous-direction des achats (SDA)

**Type de Numéro national d'indentification :** SIRET

**N° National d'identification :** 21750001600019

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75013

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 75

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://marches.maximilien.fr>

**Identifiant interne de la consultation :** 2501560

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** DFA-SDA-SdM-EP

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Les motifs d'exclusion sont définis dans le règlement de la consultation
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

**Technique d'achat :** Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis :** 17/02/2026 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique :** Interdite

**Réduction du nombre de candidats :** Non

**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui  
**L'acheteur exige la présentations de variantes :** Non

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché :** Travaux de pose d'ancrages pour la sécurisation du travail en hauteur dans les espaces verts parisiens

**Code CPV principal - Descripteur principal :** 45233292

**Type de marché :** Travaux

**Description succincte du marché :** Travaux de pose d'ancrages pour la sécurisation du travail en hauteur dans les espaces verts parisiens

**Lieu principal d'exécution du marché :** Paris

**Durée du marché (en mois) :** 24

**La consultation comporte des tranches :** Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :** Non

**Marché alloti :** Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire :** Non

**Autres informations complémentaires :** La langue dans laquelle est rédigé et publié l'avis est le français. La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire traité à prix unitaires à bons de commande avec les montants suivants, sur la durée de 24 mois hors reconduction : minimum : 100 000 euros HT / maximum : 1 000 000 euros HT ; La durée du marché (24 mois) court à partir de sa date de notification. Il est reconductible une fois dans les mêmes termes. Le marché comportent des dispositions à caractère environnementale décrites à l'article 1.6.2 du CCAP. En outre, ls soumissionnaire retenu deva s'engager dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. Sur le fondement de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement avec le titulaire un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées aux titulaires. Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité des contrats dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision département de Tarn-et-Garonne du 04.04.2014 (N° 358994). Les renseignements sur l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 4, Tél : 0144594400, courriel : greffe.taparis@juradm.fr

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 08/12/2025